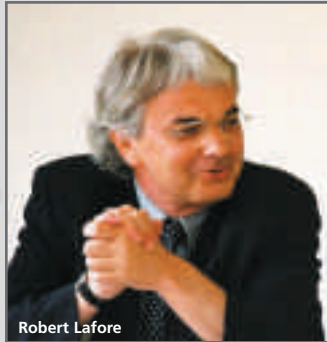


EDITORIAL

DOSSIER



Robert Lafore

**Bonne année,
Bonne santé**

Avec le début de l'année s'échangeant, traditionnellement, les vœux dont la diversité formelle (quelques mots fugaces glissés au détour d'une conversation et d'une poignée de mains, cartes, sms, mails, appels téléphoniques, etc.) est l'exact contraire du contenu d'un message univoque et quasi-universel : « Bonne année, bonne santé ». Si la pertinence du deuxième terme de la proposition revêt la force tranquille de l'évidence, et se présente d'une façon telle qu'elle ne cause de mal à personne en étant exaucée, il en va tout autrement de la première partie, dans la mesure où le bonheur des uns signifie, bien souvent, le malheur des autres... Comme si le principe des vases communicants, figure imposée des « leçons de choses » de notre enfance, appliquait ici sa loi fondamentale : ce qui s'accroît pour l'un forcément se réduit pour l'autre ou pour tous les autres.

Ainsi en va-t-il en période électorale... Il y a fort à parier que si l'année est bonne pour telle ou tel candidat(e) aux prochaines élections présidentielles, elle sera forcément mauvaise pour ses challengers qui auront éprouvé en avril ou mai 2007 la dure loi de l'exercice démocratique. Dans cette livraison d'*Extension[S]*, un de nos anciens élèves, co-auteur d'un ouvrage passionnant sur l'une des candidates à la magistrature suprême, selon la

Suite en page 2 >>>

Faire sauter les verrous de l'accès à Sciences Po

Le dispositif « Sciences Po Bordeaux, je le peux parce que je le veux » (« Sciences Po Bordeaux, JPP - JV ») est destiné à élargir la base sociale de recrutement de l'institut à Bac zéro. L'opération, initiée en 2004-2005 à titre expérimental, a été reconduite à l'échelle de la Région Aquitaine en 2005-2006. Les lycées partenaires de cette initiative ont été invités à tirer le bilan de cette démarche, qui fait sauter des verrous psychologiques, financiers et pédagogiques de l'accès à Sciences Po. Au-delà des résultats positifs enregistrés, les protagonistes ont mis en avant les effets bénéfiques induits par cette démarche pour leur établissement dans son ensemble.



Salle Copernic, le 15 novembre 2006

Les proviseurs de lycées sont des gens ponctuels. Ils étaient tous à l'heure pour le rendez-vous organisé par Sciences Po Bordeaux en novembre dernier pour le bilan 2005-

2006 de l'opération « *Sciences Po Bordeaux, je le peux parce que je le veux* ». Ce titre, à prendre au second degré, dénomme les actions entreprises par l'Institut pour ouvrir l'ac-

cès à Bac 0 à des profils plus diversifiés de lycéens aquitains, en regard de la population habituellement lauréate. Cette démarche a reçu dès le premier jour Suite en page 3 >>>

Sommaire

**Faire sauter les verrous
de l'accès à Sciences Po**

Pages 1/3/4/5

Un vent démocrate souffle sur Washington

Page 9

Rencontres : Un débat tout feu tout flamme

Page 10

Plus values : Adios amigo !

Page 11

et aussi...

CHRONIQUE : La démocratie ne se décrète pas

Page 2

TRAJECTOIRE : BENOIST SIMMAT

Page 12

Un parcours au crible

Un peu de Bordeaux sur la Place Rouge

Page 8

EDITORIAL
SUITE...

formule consacrée, nous dit combien cet exercice ne doit rien au hasard, de quelle manière il procède d'une préparation de longue haleine et revêt une réelle complexité dont l'analyse ne peut jamais être succincte et simplificatrice. Le proche avenir dira si l'année 2007 sera « bonne » aussi pour les différents supporters qui mettent déjà toute leur énergie au service de leur héros.

Pour une institution comme la nôtre, une année électorale est toujours un moment important : non pas parce que l'année sera « bonne » ou « mauvaise » en fonction de tel ou tel résultat ; la mission qui est la nôtre échappe, par définition et par déontologie, à la contingence de la compétition électorale qu'il convient ni d'ignorer ni de péjorer. C'est un temps fort parce que nous sommes une organisation inscrite dans la cité et dans la société, attentive au monde qui l'entoure et disponible pour accueillir les débats qui les parcourent. Nous l'avons fait, nous le ferons encore, dans le cadre des quelques règles qui nous obligent.

Quoi qu'il en soit, que chacun trouve ici l'assurance de nos meilleurs vœux, pour que cette année apporte autant de satisfactions possibles à toutes et à tous... Pour les candidats à l'élection présidentielle il n'est qu'un lauréat possible... pour les étudiants en formation à Sciences Po Bordeaux, le « jeu » est heureusement plus ouvert... Il reste à espérer que toutes et tous réussissent pleinement leur année d'étude. C'est tout le bonheur que je leur souhaite. Mais plus que tout, à ceux-là, comme à tous les agents de cette maison qui participent chaque jour à l'effort de formation des étudiants, c'est bien des vœux de bonne et heureuse santé, pour eux et pour leurs proches, que je formule... Qu'il me soit permis de prononcer aussi des vœux de courage et de force pour surmonter les peines qui, hélas, ne manqueront pas, non plus, de se présenter.

Bonne année, bonne santé donc, en toute simplicité et très sincèrement. ■

Robert LAFORE

La participation ne se décrète pas

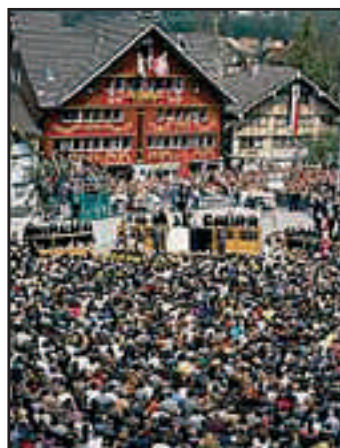
La démocratie participative est devenue un label de qualité attestant de la bonne volonté et de l'ouverture des autorités politiques. En effet, lorsque nous observons au sein des collectivités locales la place aménagée à la démocratie participative, nul doute que la participation est devenue une politique publique à part entière.

Beaucoup de villes petites et moyennes disposent d'un fonctionnaire territorial préposé à la vie citoyenne et quasiment tous les Conseils Généraux et Régionaux ont un élu référent attaché aux problématiques de la démocratie participative. La législation, depuis la loi sur l'administration territoriale du 6 février 1992 jusqu'à la loi sur la démocratie de proximité du 27 février 2002, a reconnu certains dispositifs de participation, tels les Commissions extra-municipales ou les Conseils de quartier obligatoires pour les villes de plus de 80 000 habitants auxquels se sont ajoutés les Ateliers d'habitants ou divers conseils consultatifs comme les Conseils municipaux de jeunes, d'enfants, les Conseils de sages ou les Conseils d'étrangers non communautaires.

Ces appellations fourmillent et masquent parfois une réalité bien tangible : la participation n'est qu'une simple consultation d'avis et pas un véritable exercice de délibération collective. L'idéologie participative a remplacé l'idéologie autogestionnaire d'antan, le mythe de Porto Alegre s'est substitué à celui des communes yougoslaves. Néanmoins, l'examen des dispositifs de participation invite sérieusement à nuancer l'impératif délibératif.

Si l'on se réfère notamment à la typologie élaborée par Sherry Arnstein dans les années 1960 après la révolte des banlieues noires aux États-Unis, il existe en fait plusieurs niveaux de participation, le premier étant celui de la non-participation caractérisé par l'instrumentalisation des dispositifs de participation, le second celui d'une coopération symbolique où l'information et la consultation sont établies de manière transparente, mais où le citoyen n'est pas associé directement à la décision politique finale.

Enfin, le dernier niveau est constitué d'un pouvoir effectif des citoyens, c'est-à-dire d'une délégation de pouvoir et de la constitution d'un véritable partenariat. C'est précisément ce que le bât blesse, dans la mesure où les autorités politiques, s'agissant de plans de rénovation urbaine, n'associent jamais jusqu'au bout le citoyen. Le débat public, procédure inventée depuis la loi Barnier du 2 février 1995, est une coquille vide où la méfiance des citoyens et la méfiance des politiques se conjuguent, les uns suspectant le procédé d'avaliser une décision déjà prise comme ce fut le cas pour le débat public sur le contournement auto-



« Votation » cantonale à la Landsgemeinde d'Appenzell, en Suisse. Ce canton, particulièrement conservateur, pratiquant la démocratie directe, a interdit, par ce moyen, le droit de vote aux femmes jusqu'en 1971, alors que le Parlement fédéral suisse avait adopté le principe du droit de vote offert aux femmes dès 1959.

roucier de Bordeaux, les autres regardant ceux qui s'expriment comme des nimbystes¹ potentiels ou des associatifs militants. Ce climat que l'on a retrouvé à Bordeaux lors de la première séance publique du 7 septembre 2006 concernant l'inauguration des débats sur le projet ferroviaire Bordeaux-Espagne met en lumière le paradoxe suivant : plus on codifie les procédures, plus on les contrôle et plus on les stérilise. Si la participation a besoin d'être organisée, elle doit prendre le risque des débats agités, car il n'existe pas d'intérêt général préconstruit ni de procédure parfaite en ce domaine. La participation relève fondamen-

talement de l'ordre d'une exigence, puisque tous les textes internationaux la lient spécifiquement aux problèmes de l'environnement. La convention d'Aarhus (1998) et l'article 7 de la Charte française sur l'environnement (2005) mentionnent par exemple la nécessité de mettre en œuvre une « participation du public ». Il est donc grand temps que les responsables politiques, au lieu de flatter le désir social d'une participation abstraite reposant sur des réalisations mineures, définissent les grands chantiers affectant l'environnement local des habitants, afin de leur proposer un calendrier délibératif rigoureux. L'Agenda 21, mis en place à la suite du sommet de Rio de 1992, a pour objectif de mener une réflexion à long terme sur la prise en compte de la problématique environnementale à l'échelle d'un territoire ; cette démarche doit être beaucoup plus liée aux prises de décision pour qu'elle soit réellement efficace.

La démocratie participative devrait par la même occasion être centrée uniquement sur des problèmes d'environnement et de développement local et des expérimentations plus audacieuses pourraient être tentées en la matière afin qu'elle sorte de l'ornière d'une démocratie consultative et qu'elle ne se réduise pas à un simple outil de communication des élus. On pourrait de ce point de vue s'autoriser une distinction entre outil et instrument, l'outil ayant sa place dans un système déjà configuré alors que l'instrument renvoie à une dimension d'expérimentation en cours. Par conséquent, il convient d'étudier les instruments de démocratie participative (conférences de consensus localisées par exemple) selon leurs effets sur les décisions locales, pour éviter de tomber dans le piège d'une valorisation normative de la participation. ■

Christophe PREMAT

Doctorant à l'École doctorale de science politique de Bordeaux

¹ Nimby : « not in my backyard » en anglais, c'est-à-dire « pas dans mon jardin ». Expression à connotation négative qui caractérise les protestations de voisinage concernant le projet d'une autorité politique.

suite de la page 1

Faire sauter
les verrous
de l'accès à Sciences Po



Provisors, Enseignants et Étudiants tuteurs

□□□ le soutien du Conseil Régional d'Aquitaine avec l'appui direct d'Anne-Marie Cocula, vice-présidente et Emilie Coutenceau, conseillère régionale, renforcé par l'intérêt marqué du président du CRA, Alain Rousset. Une première expérience-test a été conduite avec succès en 2004-2005 avec le lycée *Elie-Faure* de Lor-

mont en Gironde. Elle a donc été logiquement étendue lors l'année scolaire 2005-2006, à 13 établissements. La rencontre avec les représentants des lycées partenaires organisée en novembre 2006 avait vocation à commenter les résultats obtenus et à échanger sur les éventuels ajustements à effectuer.

Le dispositif en bref

Le dispositif concerne pour cette année 2006-2007 un total de 14 lycées d'Aquitaine (le lycée Marguerite-Filhol de Fumel a rejoint la cohorte des 13 retenus l'an passé).. Ils ont été choisis parmi une première présélection de 27 établissements. Les critères ont porté sur leur implantation territoriale, la composition socio-démographique de leur bassin scolaire, leur taille, l'absence ou la faiblesse du nombre de candidatures de lycéens au concours d'entrée à Bac zéro à Sciences Po Bordeaux et la mise à disposition d'une équipe administrative et pédagogique disponible et impliquée. Les représentants de ces établissements ont bénéficié d'une réunion d'information à Sciences Po Bordeaux et fait l'objet d'une visite de sensibilisation dans les établissements. Pilotée par Ibrahim N'Diaye, cette rencontre a consisté en une conférence de présentation de Sciences Po Bordeaux, en présence d'enseignants des lycées partenaires. À chaque fois, une équipe d'étudiants de Sciences Po a participé à ces rencontres, répondant aux questions de leurs jeunes col-

lègues lycéens. Certains lycées ont organisé une semaine de « prépa » à Pâques pour les candidats, en complément d'heures spécifiques de travail organisées par les enseignants des lycées. D'autres établissements ont mis en place un concours blanc, dont les copies ont été corrigées par des examinateurs de Sciences Po, histoire de gommer certaines erreurs. Il est enfin important de noter que les frais d'inscription au concours pour les élèves des lycées partenaires s'élèvent exceptionnellement à 20 euros, au lieu de 105 euros. Ces efforts ont conduit aux résultats positifs enregistrés ci-contre (voir tableau ci-dessous). Sciences Po observe à ce titre qu'il y a une corrélation entre l'augmentation des présentations aux épreuves et la réussite, le cas le plus spectaculaire étant celui du lycée Charles-Despiau de Mont-de-Marsan. Enfin, les lycées qui sont parvenus à constituer de véritables équipes de préparation, bénéficiant de la dynamique du travail de groupe, ont maximisé les chances de réussite de leurs candidats. ■

Une seule porte d'entrée, mais moins de verrous

Robert Lafore, directeur de Sciences Po Bordeaux, a rappelé en préambule le contexte dans lequel s'inscrit cette action. Depuis quelques années, l'établissement a observé une diminution des admissions d'élèves aquitains⁽¹⁾. De surcroît ces élèves régionaux provenaient, du moins jusqu'à cette année, d'un même noyau d'établissements, principalement bordelais, considérés comme des

« lycées de prestige »⁽²⁾. Le rétrécissement des origines sociales des élèves risquait donc à terme d'accréditer l'idée partiellement fondée, d'un établissement essentiellement réservé à une « élite issue des classes sociales les plus favorisées »⁽³⁾. Il était donc nécessaire de réagir, pour faire en sorte que la mission d'établissement d'enseignement public ouvert à tous, soit maintenue. L'Institut, mobilisé sur cette question depuis 2002, n'a pas voulu suivre la doctrine de Sciences Po Paris, qui a choisi la voie de la discrimination positive. « Nous n'avons pas souhaité ajouter de la



Le samedi 18 novembre 2006, près de 200 diplômés de la promotion 2006 ont reçu des mains de Robert Lafore, directeur, leur diplôme de Sciences Po Bordeaux. Cette sympathique manifestation a été organisée avec le soutien de l'Association des Anciens Elèves, en présence de Francis Diéras, son président.

□□□ Suite en page 4 >>>

suite de la page 3

□ □ □

Ibrahim N'Diaye, les Proviseurs et les Professeurs des lycées



Faire sauter
les verrous
de l'accès à Sciences Po

discrimination - même positive - par le biais d'un concours réservé, spécial ou particulier à de la discrimination sociale, économique ou culturelle » a indiqué Robert Lafore. « Notre choix a été de conserver un concours unique d'entrée à Bac 0, en considérant qu'il fallait par ailleurs intervenir dans trois directions, afin de faire sauter les verrous psychologiques, financiers et pédagogiques qui empêchent certains candidats régionaux de se présenter au concours d'entrée » a affirmé le directeur de Sciences Po (lire encadré).

Des résultats significatifs

Jean Petaux, en charge des relations extérieures de Sciences Po Bordeaux, coordonnateur du projet, et Ibrahim N'Diaye, chargé de mission directement responsable opérationnel et rattaché au service Admissions de l'Institut, ont commenté les résultats du concours d'entrée 2006 des candidats des 13 lycées participants à l'opération. Sans triomphalisme, ils ont mis en évidence leurs bonnes performances. Entre 2004 et 2006, ces établissements

Un partenaire : le Conseil Régional d'Aquitaine

L'opération « Sciences Po Bordeaux, je le peux parce que je le veux » bénéficie du soutien du Conseil régional d'Aquitaine. Pour l'année 2006-2007, la Préfecture de Région, grâce à Madame Monique Lafon, chargée de mission pour la politique de la ville au SGAR, a également apporté son concours à cette initiative. La

collectivité régionale voit dans la démarche originale de Sciences Po Bordeaux l'expression concrète de sa politique en faveur de « l'égalité des chances ». Jean Rainaud, Directeur de l'éducation au Conseil régional, a rappelé au cours de la rencontre le partenariat financier du Conseil régional qui a permis « de réduire

très sensiblement les frais d'inscription pour les élèves des lycées concernés, et d'ouvrir ainsi l'accès au concours de Sciences Po au plus grand nombre ». Il a estimé que la diversité des établissements participants était « l'expression du souci d'aménagement du territoire de la Région, qui a privilégié des lycéens des cinq

départements de l'Aquitaine, hors des grandes agglomérations de la région, qui n'envoyaient pas ou peu de candidats habituellement au concours d'entrée des bacheliers à Sciences Po Bordeaux ». ■

Etablissement	Département	Ville	Nombre de Candidats* ayant passé le concours depuis 2003 et nombre d'Admis							
			2003		2004		2005		2006	
			Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis
Laure Gatet	Dordogne	Périgueux	7	0	5	0	7	0	3	0
Alcide Dusolier	Dordogne	Nontron	0	0	0	0	0	0	1	0
Condorcet	Gironde	Bordeaux	0	0	3	0	1	0	4	0
François Mauriac	Gironde	Bordeaux	5	1	8	0	6	2	8	0
Jaurfé Rudel	Gironde	Blaye	1	1	7	0	8	0	9	0
Elisée Reclus	Gironde	Ste Foy La Grande	2	1	3	1	6	0	7	0
Jean Renou	Gironde	La Réole	0	0	1	1	2	0	2	0
Elie Faure	Gironde	Lormont	6	0	6	0	13	2	7	2
Despiau	Landes	Mont de Marsan	4	0	5	0	3	0	13	4
Sud des Landes	Landes	St Vincent de Tyrosse	2	0	1	0	3	1	11	2
Val de Garonne	Lot-et-Garonne	Marmande	1	1	5	1	7	2	11	1
Jules Supervielle	Pyrénées-Atlantiques	Oloron Ste Marie	2	0	4	0	2	0	4	0
Pays de Soule	Pyrénées-Atlantiques	Chéraute-Mauléon	0	0	1	0	2	0	3	0
TOTAL			30	4	49	3	60	7	83	9

* : Candidats effectivement présents le jour des épreuves : 83 en 2006 / 116 se sont inscrits cette année 2006 sur la base informatique des inscriptions au concours Bac 0

Les Résultats des lycées participant à l'opération « Sciences Po Bordeaux, je le peux parce que je le veux ». En 2004-2005 le lycée Elie-Faure de Lormont a servi de « lycée test » avant que l'opération ne soit étendue avec le concours et le soutien du Conseil Régional d'Aquitaine à 12 autres lycées d'Aquitaine en 2005-2006. En 2006-2007 un quatorzième établissement rejoint le groupe : Marguerite-Filhol à Fumel (47).

On notera deux points :

1. : la spectaculaire augmentation du nombre de candidatures dans certains lycées entre 2004, 2005 d'une part et 2006 d'autre part (cas de Charles Despiau à Mont-de-Marsan par exemple, ou du lycée Sud des Landes à Saint-Vincent-de-Tyrosse) ;

2. : lorsqu'un lycée présente une masse critique significative de candidats, celle-ci permet à un certain nombre d'entre eux de réussir (Elie-Faure à Lormont en 2005 et 2006, Charles-Despiau et Sud-des-Landes en 2006). Pour comparer on notera les résultats des lycées « bordelais » traditionnellement « gros pourvoyeurs » de lauréats à Sciences Po Bordeaux : Camille-Julian et Lycée des Graves (Gradignan) : 29 candidats, 4 reçus pour chacun d'eux ; Montaigne : 27 candidats, 4 reçus ; Montesquieu : 20 candidats, 1 reçu ; Grand-Lebrun : 24 candidats, 3 reçus ; Tivoli : 21 candidats, 2 reçus ; Saint-Genes : 11 candidats, 0 reçu ; L'Assomption : 8 candidats, 0 reçu. Certains lycées ont donc présenté plus du double de candidats que des établissements participant à l'opération, pour un résultat final équivalent voir nettement moins satisfaisant.

sont passés de 49 à 83 candidats et de 3 à 9 admis (voir tableau). Le lycée Charles Despiau à Mont-de-Marsan (13 candidats, 4 reçus), le lycée Elie Faure de Lormont (7 candidats, 2 reçus) et le lycée Saint-Vincent de Tyrosse dans les Landes (11 candidats, 2 reçus) ont même réalisé des performances supérieures aux lycées « bordelais » de référence, généralement gros pourvoyeurs de lauréats.

Effets induits et enseignants militants

Les établissements partenaires étaient représentés par leur proviseur ou leur proviseur-adjoint, un Conseiller principal d'éducation (CPE) ou des enseignants impliqués dans le dispositif. Tous ont mis en exergue, au-delà des chiffres bruts, les effets induits du dispositif, tant sur le développement personnel des candidats que sur l'effet de locomotive suscitée par le dispositif dans les établissements (*lire Verbatim*). Cette rencontre a également été l'occasion pour les lycéens participants de poser des questions spécifiques sur le concours d'entrée et de mettre en

commun les bonnes pratiques des uns et des autres en matière de préparation au concours. Les participants ont enfin abordé en toute franchise la question de la rémunération des enseignants impliqués dans le dispositif. Militants de la bonne cause, ces derniers ont agi, pour beaucoup, sur la base du bénévolat. Néanmoins, la pérennité de l'opération ne pourra pas reposer sur cette seule dynamique, ce qui implique de trouver des solutions. Le dispositif « *Sciences Po Bordeaux, je le veux parce que je veux* » sera reconduit en 2006/2007 avec les mêmes établissements et probablement enrichi d'un certain nombre de propositions pertinentes émises au cours de cette journée. Des corrections à la marge pour un projet qui, de l'avis général, a réussi son passage en 2^e année avec mention ! ■

⁽¹⁾ 40 % des candidats et 30 % des lauréats du concours d'entrée de Sciences Po Bordeaux à Bac zéro sont Aquitains en 2006, contre 50 % en 2003.

⁽²⁾ Les lycées bordelais Camille-Jullian, Montaigne, Montesquieu, Grand-Lebrun, Tivoli, etc.

⁽³⁾ En 2006-2007, 225 étudiants de Sciences Po Bordeaux sont boursiers (environ 180 en 2005-2006). Ce chiffre est intéressant car il traduit une part de la réalité sociale de la population étudiante à l'Institut.



Échanges entre étudiants et représentants des lycées



Faire sauter
les verrous
de l'accès à Sciences Po



Les établissements témoignent (*Verbatim*)

La réunion à Sciences Po des représentants des lycées partenaires du dispositif a été l'occasion de nombreux témoignages. Extraits :

■ « Nos lycéens ont été frappés lors de leur visite à l'Institut par la richesse de la vie associative et par l'ambiance qui règne dans les couloirs. Ils ont ressenti une manière d'être des étudiants Sciences Po qui leur donne envie de tenter et de réussir le concours ».

■ « Cette réunion permet d'être mieux armé face aux questions des élèves et de mieux ressentir ce que Sciences Po attend de nos candidats qui se présentent au concours à Bac 0 »

■ « Cette rencontre avec d'autres établissements partenaires montre que les stratégies sont différentes d'un lycée à l'autre, mais que le but est identique : mettre nos élèves dans les meilleures conditions pour réussir le concours ».

■ « Ce projet est très valorisant pour un établissement comme le nôtre, éloigné de Bordeaux et situé dans un bassin de vie en grosse difficulté économique. Cela permet d'élever le niveau d'ambition et de montrer aux terminales que l'obtention du bac n'est pas une finalité, mais le moyen d'ouvrir d'autres portes, notamment celle des grandes écoles pour certains ».

■ « Les aspects psychologiques et financiers sont souvent liés. On doit faire face à l'écueil du financement d'un étudiant sur Bordeaux pour les familles aux revenus modestes. En expliquant aux parents que leurs enfants peuvent bénéficier d'aides pécuniaires (concours d'entrée à frais réduits, bourse, etc.), on peut donner vie à un projet qui semblait, au départ, irréalisable ».

■ « Notre action, en tant qu'enseignant, est de détecter dans l'établissement les élèves qui ont le profil pour tenter le concours, mettre en adéquation leur aspiration et leur potentiel, et les accompagner dans la continuité tout au long de l'année de Terminale jusqu'au concours »

■ « Il ne faut pas se focaliser uniquement sur le nombre d'admis par établissement. On a bien compris aujourd'hui, grâce aux témoignages des uns et des autres, que pour beaucoup d'élèves et d'enseignants, le fait de se présenter au concours était déjà un pas en soi ».

■ « Ce dispositif créé une dynamique et une émulation positive dans l'établissement, tant pour les élèves que pour les enseignants. Cette préparation est suivie par des Terminales qui ne se font pas trop d'illusion sur le concours, mais qui savent que le travail effectué facilitera leur obtention du baccalauréat ».

■ « Ce qui est difficile, c'est d'expliquer à nos élèves qu'il ne s'agit pas seulement d'être bon, mais qu'il faut être le meilleur. C'est la dure loi d'un concours ».

■ « Vous me demandez de qualifier ce dispositif en trois mots ? Je dirai : défi, audacieux et enthousiasmant » ■

1^{er} janvier 2007 : une naissance

L'esprit des lieux

Le centre SPIRIT : la volonté nouvelle de la recherche

Le « CERVL. Pouvoir, Action publique, Territoire », le CRACC et le GERRI rassemblent leurs énergies, à l'orée de l'année 2007 et fusionnent dans une nouvelle Unité mixte de recherche (UMR) CNRS - Sciences Po Bordeaux qui prend le nom de « SPIRIT » (Science politique, Relations internationales, Territoire).

A la tête de cette union, Vincent HOFFMANN-MARTINOT, directeur de recherche au CNRS. Il répond aux questions d'Extension[S] et livre, par ailleurs, quelques réflexions sur l'état des lieux de la recherche en science politique en général. Avec SPIRIT, un essor original pour la recherche va pouvoir s'amorcer : l'heure étant désormais au regroupement des équipes pour atteindre la masse critique qui s'impose au plan international.

JEAN PETAUX : Le "Centre d'Études et de Recherches sur la Vie Locale" devenu "CERVL, Pouvoir, Action publique, Territoire" avait déjà connu un changement d'appellation dans les années 90. Cette fois-ci, avec le début de l'année 2007, c'est une disparition pour une fusion dans un ensemble plus vaste nommé SPIRIT. Quelle est la logique de cette démarche ?

VINCENT HOFFMANN-MARTINOT : La logique correspond à la volonté d'intégrer en un seul laboratoire de science politique le CERVL, le CRECQSS (Centre de Recherche et d'Étude sur le Canada et le Québec en Sciences Sociales, dirigé par Jacques Palard) et le GERRI (Groupe d'Études et de Recherches en Relations Internationales, dirigé par Dario Battistella), au nom du principe « l'union fait la force ». Il n'est généralement pas aisé de changer les habitudes, mais dans le cas présent, on doit bien reconnaître qu'un consensus s'est rapidement dégagé en faveur de cette évolution vers

le haut. Je dois ici remercier chaleureusement l'ensemble des collègues concernés par cette réorganisation, chercheurs statutaires, enseignants-chercheurs, ingénieurs, techniciens et administratifs.

JP : Comment les deux institutions partenaires de la nouvelle UMR (Unité Mixte de Recherche) SPIRIT : le CNRS et Sciences Po Bordeaux, ont-elles accueilli cette transformation ?

VHM : Je dirais qu'elles l'ont d'autant plus activement accompagnée que la constitution de pôles d'excellence représente un objectif prioritaire de la politique nationale du Ministère de la Recherche. Ce n'est un secret pour personne : l'une des principales causes de la performance insuffisante de la recherche française en sciences sociales tient à sa balkanisation institutionnelle. Celle-ci se nourrit d'un état d'esprit foncièrement individualiste des universitaires traditionnels, accentué par l'absence pendant longtemps d'incitations organisationnelles à la



Vincent Hoffmann-Martinot

coopération. Mais cette situation est en train de changer, et Sciences Po Bordeaux encourage la nécessaire adaptation de notre dispositif de recherche qui n'avait guère évolué structurellement depuis près de trente ans.

JP : N'y aurait-il pas un intérêt évident à regrouper l'ensemble des centres de recherche de Sciences Po Bordeaux en une seule et unique institution qui bénéficierait ainsi d'une vraie visibilité externe et d'une réelle masse critique ?

VHM : La création de SPIRIT est déjà un grand pas, car Bordeaux dispose maintenant d'un des rares grands centres de recherche en science politique en France. Le Ministère et le

CNRS ont été particulièrement satisfaits qu'enfin une équipe d'internationalistes se structure à l'échelle nationale. L'hypothèse de regroupement des deux UMR existantes, SPIRIT et le CEAN, a été évoquée. Mais les signaux émis par le CNRS depuis deux ans sont apparus suffisamment contradictoires pour que nous n'explorions pas davantage cette voie.

JP : Vous figurez parmi les chercheurs français en science politique qui dispose d'un des carnets d'adresses les plus fournis, dans cette discipline, dans le monde entier, de par les responsabilités que vous avez occupées et occupez encore au sein d'organisations internationales prestigieuses (ECPR, UNESCO,

IPSA, etc.) mais aussi par la notoriété de vos différents travaux de recherche qui font autorité (les études comparées sur l'administration locale ; la métropolisation ; les relations franco-allemandes décentralisées ; etc.). La science politique française n'a-t-elle pas été trop longtemps franco-française ? Est-ce que cette situation évolue ?

VHM : Je « suis tombé » dans les arènes internationales de la science politique un peu par hasard, lorsque j'ai été invité comme doctorant aux Joint Sessions de l'ECPR (European Consortium for Political Research) par un collègue... américain à qui je dois beaucoup, Terry Nichols Clark, professeur au prestigieux département de sociologie de l'Université de Chicago. A cette époque, les Français étaient quasi-absents des manifestations et projets internationaux. Pour aller vite, je dirais que nous sommes en train de rattraper notre retard, grâce notamment aux jeunes de la profession, mieux et plus tôt socialisés à l'international que leurs aînés. Ce n'est pas vraiment un hasard que le directeur-adjoint de SPIRIT, Andy Smith, soit britannique. Malgré les innovations majeures que Sciences Po Bordeaux et l'École doctorale de science politique de Bordeaux dirigée par Pierre Sadran a su mettre en place (doubles-diplômes, collège doctoral franco-allemand), nous devons d'autant moins nous endormir sur nos lauriers que d'autres pays redoublent d'efforts pour s'internationaliser, y compris ceux où la science politique s'est développée plus récemment comme l'Espagne. Soulignons le rôle majeur d'aiguillon de l'Association française de science politique, sous l'impulsion de sa présidente Nonna Mayer et de son secrétaire général Yves Déloye.

JP : Quels sont les principaux axes de recherche que le nouveau centre SPIRIT va pouvoir développer dans les années à venir ? Que faudrait-il mettre en place pour mieux faire connaître ses travaux ?

VHM : SPIRIT va stimuler des recherches au sein de ses trois équipes constitutives : l'équipe PCEE (Politique Comparée et Etudes Européennes), animée par Jean-Pascal Daloz, l'équipe TAPS (Territoire Action Publique Société), animée par Thierry Berthet, et l'équipe RI (Relations Internationales), animée par Dario

Battistella. La valorisation des recherches est centrale. Vous connaissez l'expression américaine « publish or perish ». Elle est lapidaire mais demeure une règle d'or. Nous devons publier encore mieux, en termes évidemment de qualité de nos productions, mais aussi de leur impact : d'où l'importance accrue que nous attachons aux publications en anglais et à l'édition numérique (nous avons créé la première collection électronique en science politique sous HAL-SHS).

JP : La Fondation Nationale des Sciences Politiques participe, en termes de moyens humains et matériels, au développement de la recherche en science politique, en province, dans deux Instituts : Bordeaux et Grenoble. C'est une de ses missions inscrites originelles. Quelle forme prend cet engagement aujourd'hui et quelles en sont les perspectives ?

VHM : Avec le CNRS, la FNSP est la principale institution nationale de recherche en science politique. Son engagement à Sciences Po Bordeaux et Grenoble est déterminant, non seulement en termes de ressources mises à notre disposition, notamment en personnel, mais aussi d'op-

VHM : La recherche en science politique à Sciences Po Bordeaux est structurée autour de SPIRIT, du CEAN et de l'École doctorale. Elle apporte à notre établissement des compétences spécialisées de haut niveau : tous nos chercheurs y enseignent et y interviennent aux différents niveaux du master et du doctorat. Elle nous valorise également à l'échelle académique nationale et internationale. Robert Lafore et ses prédécesseurs ont toujours apporté une aide sans faille à la recherche, à son insertion dans les activités pédagogiques,

Avec le CNRS, la FNSP est la principale institution nationale de recherche en science politique.

à ses orientations stratégiques ainsi qu'à son infrastructure. A court et à moyen terme, SPIRIT attend surtout que Sciences Po nous aide à valoriser encore davantage nos activités de recherche et à construire un système de monitoring et d'évaluation de notre laboratoire en étroite concertation avec le CNRS et la FNSP. ■

SPIRIT

Science Politique Relations Internationales Territoire

portunités de coopération structurantes pour la recherche française en science politique. Le réseau Paris-Bordeaux-Grenoble est ainsi à l'origine d'opérations marquantes que nous comptons bien poursuivre et enrichir dans les années qui viennent. Trois exemples : la responsabilité en France de l'Enquête Sociale Européenne, un séminaire organisé régulièrement sur le thème de l'identité, ou encore le collège doctoral franco-allemand.

JP : Qu'est-ce que la recherche en science politique apporte, à votre avis, à Sciences Po Bordeaux ? Qu'est-ce que l'Institut peut apporter à un centre comme SPIRIT dans les mois et années à venir ?



Un peu de Bordeaux sur la place rouge

Le parcours franco-russe Intégration européenne et développement global (IEDG) de Sciences Po Bordeaux forme des spécialistes de demain des échanges privés et institutionnels, entre l'Europe et la Russie. Une grande nation qui occupe, plus que jamais et pour des raisons variées, le devant de la scène internationale.

Disons le tout de go : valoriser une formation qui repose en partie sur des liens très affirmés avec la Russie n'est pas « politiquement correct ». Le « bruit de fond » de la répression en Tchétchénie, les assassinats récents de la journaliste Anna Politkovskaya et de l'ancien espion Alexandre Litvinenko montrent toujours la face sombre d'un régime qui souffre d'une image sulfureuse. « C'est incontestable. Mais la Russie, ce n'est pas que cela » répond Caroline Dufy, responsable du parcours Intégration européenne et développement global (IEDG). « C'est une terre de contrastes, qui suscite autant de haine que de passion, à l'égard duquel on ne reste jamais indifférent. Ce pays a vécu tant d'événements qu'il faut les appréhender avec beaucoup de recul. Son évolution économique actuelle, avec une croissance forte et l'instauration d'une économie de plus en plus structurée, annonce une nouvelle ère. L'évolution me semble immuable, même si je regrette les failles d'un système qui paie cher l'absence d'une société civile et qui souffre des avatars de son ancien

régime tsariste ». L'université de l'Amitié des Peuples de Moscou, partenaire du parcours professionnel de Master de l'Institut, illustre l'autre versant de la Russie, celui de ses intellectuels. « Malgré la dimension autoritaire du pouvoir, les enseignants russes ont leur liberté de penser et un esprit critique aiguisé, qu'ils transmettent à leurs élèves, lesquels font preuve d'une grande lucidité » explique l'enseignante russophile, elle-même diplômée de Sciences Po Bordeaux.

La maîtrise indispensable de la langue

L'objectif du parcours IEDG est de former les futurs acteurs de la coopération entre l'Europe et la Russie, dans le domaine de la pratique des affaires ou dans celui des relations internationales. La formation concerne chaque année une vingtaine d'élèves environ, français et russes, tous bilingues, réunis dans un seul et même groupe. La 4^e année de



Caroline Dufy

formation se déroule à Bordeaux, la 5^e année à Moscou. Au terme du cursus, les étudiants reçus aux examens des deux universités empochent le Master de Sciences Po et le « Magister » de l'Université moscovite. Cette orientation professionnelle est réservée à un public ciblé. « Il s'agit toujours de candidats qui éprouvent un attrait réel et profond pour ce pays, sa culture, son univers, et qui pratiquent déjà la langue » précise Caroline Dufy. Cette dernière peut néanmoins accepter, exceptionnellement, un étudiant néophyte, dès lors que celui-ci serait apte à apprendre le Russe en un an, en consacrant sa Deuxième année de mobilité du cursus Sciences Po à cette tâche. « C'est un passage obligé, puisqu'en Cinquième année, nos étudiants suivent les cours à Moscou et soutiennent leur mémoire devant un jury d'enseignants locaux ». La responsable du parcours recrute ses élèves dans le vivier des étudiants de l'établissement qui étudient cette langue vivante à l'Institut. Caroline Dufy tisse par ailleurs des liens étroits avec les quelques lycées aquitains qui proposent le russe dans leur programme, afin de sensibiliser d'éventuels candidats à ce parcours en les incitant à tenter le concours d'entrée possible dès l'année du baccalauréat.

Une expérience d'une richesse exceptionnelle

Le parcours IEDG de Sciences Po Bordeaux présente de nombreux atouts, à commencer par celui d'être très spécialisé. Une expertise qui permet aux étudiants de bénéficier pour leur stage de fin d'études de places convoitées, à l'ambassade de France à Moscou ou au sein d'organisations internationales ciblées sur les relations culturelles ou commerciales avec la Russie. Caroline Dufy voit également dans le choix d'un tel parcours l'occasion de se différencier et de valoriser une expérience originale, riche de sens. « Une entreprise ou une administration peut apprécier l'ouverture d'esprit de nos étudiants, et leur capacité à ne pas s'arrêter aux images négatives habituelles de la Russie. Dans un cursus international, c'est un signe fort pour que de savoir aller à la rencontre d'un continent de 21 républiques traversé par 11 fuseaux horaires différents. Enfin, ce parcours est l'occasion de découvrir la Russie dans toute sa diversité et de faire l'expérience de l'humilité, avec à la clé des rencontres humaines exceptionnelles »... ■

Caroline Dufy, une russophile avertie

On l'imaginerait bien couverte d'une chapka, emmitouflée dans un grand manteau bien chaud, jouant enfant à la *matriochka* (poupée russe) sur les bords de la Volga. Mais l'affection de Caroline Dufy pour la Russie ne résulte ni de ses origines familiales, ni d'un contexte politique. La jeune femme a commencé à étudier le russe au collège. Elle n'a plus arrêté ensuite, jusqu'à intensifier ses connaissances à Sciences Po Bordeaux, dont elle est diplômée (promotion 94). Après un DEA à la Sorbonne et une thèse portant sur « Le troc et les échanges démonétarisés en Russie » sous la direction du professeur Généreux, elle a travaillé à Saint-Petersbourg pour le Collège universitaire français soutenu par le ministère des Affaires étrangères. Responsable du parcours IEDG depuis la rentrée 2006, Caroline Dufy est optimiste quant à l'évolution économique des échanges entre la Russie et l'Europe. Elle pense que ses étudiants auront un rôle à jouer important dans les années à venir, tant auprès des entreprises publiques que privées, et aimerait plus largement promouvoir les échanges commerciaux entre l'Aquitaine et le plus vaste pays du monde. ■

Un vent démocrate **souffle** sur Washington

Les élections américaines de mi-mandat - midterms elections - du mois de novembre 2006 ont totalement inversé le rapport de force au Congrès. Les démocrates ont ravi la Chambre des Représentants et le Sénat aux Républicains de Georges W. Bush, qui doit dorénavant « cohabiter » jusqu'aux élections présidentielles de 2008.

Cet événement a été suivi avec attention par un groupe d'étudiants inscrits en Cinquième année de Sciences Po Bordeaux et en année M2 du Master (Parcours APRI [Action Publique et Représentation des Intérêts]), spécialisés dans le lobbying.

Cette formation est organisée conjointement avec l'Université Laval de Québec. Les réflexions de ces étudiants éclairent sous un angle particulier les pratiques politiques en vigueur outre-Atlantique.

En visite à Washington du 31 octobre au 5 novembre 2006 dans le cadre d'un voyage d'études, les étudiants du parcours APRI ont vécu les derniers jours précédant les midterms au cœur de « l'Empire américain ». Leur séjour dans la plus grande capitale du monde du lobbying avait pour objet la rencontre avec des professionnels aguerris de la discipline, un journaliste indépendant expert de la question, et des représentants de la mission économique française. Le périple, agrémenté par la visite des sites mythiques du pouvoir politique américain, a donné lieu à un rapport, conjointement signé par deux de ces étudiants : Romain Beaucher et Félix Gauthier. Ces derniers ont débuté leur synthèse par une analyse des résultats des élections. « *Le Congrès est passé entièrement aux mains des Démocrates, après douze années de contrôle du Grand Old Party [l'autre nom du Parti Républicain]. Cette volte-face des électeurs provient de causes multiples, parmi lesquelles la guerre en Irak a joué un rôle essentiel, mais non exclusif* ». Les deux étudiants font référence à la corruption, en citant le Washington Post, le journal de référence dans la capitale qui « sorti » en son temps, par ses deux grands reporters, Woodward et Bernstein,

l'affaire du Watergate. Le « Post » estimait pourtant deux mois avant les élections de novembre « *que [la corruption] ne constituerait pas une question fondamentale* ». Or, un sondage effectué à la sortie des urnes indiquait le contraire, 41 % des personnes interrogées affirmant que cette question avait pesé d'une manière « *extrêmement importante* » dans leur vote.

Le poids de la corruption

La corruption aurait fait perdre aux Républicains au minimum 8 sièges à la Chambre et au moins 1 au Sénat. Il s'agirait de celui de Conrad Burns dans le Montana, à cause du scandale du lobbyiste Jack Abramoff. Or, l'élection s'étant jouée à quelques voix seulement ⁽¹⁾, celles-ci ont pesé lourd. Un point de vue que confirme Romain Beaucher, citant Nancy Pelosi, nouvelle présidente de la Chambre des Représentants qui a promis « *de faire le ménage* ». L'étudiant de Sciences Po Bordeaux explique également que « *Barack Obama, le sénateur noir démocrate, comme Mac Cain, l'influent sénateur républicain - tous deux candidats potentiels en 2008 - font cause*



commune pour un renforcement de la législation sur le lobbying ». Un terme dont nos étudiants connaissent la bonne définition (lire encadré ci-dessous). Rien à voir donc avec les « *pork barrel policy* », sorte de clientélisme américain, qui se traduit par des mesures, des lois ou des décisions - parfois totalement iniques - contraires à l'intérêt général. Enfin, toujours selon nos étudiants, « *les républicains ont payé au prix fort le système K street. Il consistait à rompre l'équilibre entre collaborateurs démocrates et républicains dans les firmes de lobbying, au profit de sociétés 100 % républicaines, soutenues par le pouvoir en place, en échange de contributions et de soutiens divers* ». Ce projet, aujourd'hui avorté, s'est auto-

détruit par un manque de communication et l'émergence d'une pensée unique. Les excès de l'Oncle Sam n'auront jamais fini de surprendre... tout comme son étonnante capacité à se ressourcer et à se renouveler, en « *recyclant* » ses propres déviances pour y puiser encore davantage sa propre énergie. Une façon très concrète de confirmer la pertinence du schéma « *AGIL* » (2) caractérisé en son temps par l'un des pères de la sociologie nord-américaine, le grand Talcott Parsons. ■

⁽¹⁾ Chambre des représentants (Démocrates : 229 - Républicains : 206) et au Sénat : (Démocrates : 51 - Républicains : 49).

⁽²⁾ : AGIL : Adaptation - Goal attainment - Integration - Latence : les quatre fonctions du système d'action sociale (in PARSONS (Talcott), *The Structure of Social Action*, 1937).

Un lobbying APRI

Le Parcours professionnel du Master de Sciences Po Bordeaux *Affaires publiques et représentation des intérêts (APRI)* vise à former des généralistes capables d'intégrer les multiples dimensions de ce que l'on appelle, improprement, le *lobbying*. Ce terme, utilisé outre-Atlantique, reflète mal la variété des tâches que de plus en plus d'organisations (entreprises, ONG, collectivités locales...) doivent accomplir pour faire face à un environnement législatif et réglementaire complexe. Les enseignements sont orientés tant sur les techniques et les stratégies envisageables que sur la connaissance des contextes, sociaux et politiques, dans lesquelles ces actions s'insèrent. Le parcours invite également des professionnels à partager leurs expériences dans un séminaire spécifique. Des conférences de méthodes viennent renforcer cette formation qui repose en outre sur une expérience de collaboration nouée avec l'Université Laval à Québec depuis 2002. L'année de formation dans ce cursus regroupe une promotion franco-canadienne et s'effectue à Québec (semestre S1 : fin août à début janvier) et à Bordeaux (semestre S2 : mi-janvier à fin avril). Cet échange donne l'opportunité aux étudiants d'appréhender différents modes d'organisation et de représentation des intérêts. La formation APRI, qui délivre conjointement le Master de Sciences Po Bordeaux et un diplôme de grade équivalent de l'Université Laval, offre aux étudiants une compétence et des contacts au Canada où, à l'instar des USA, le lobbying est très développé. On notera avec humour que les Québécois francisent le mot « *lobbyiste* » en « *couloiriste* », terme on ne peut plus évocateur... ■

Pour obtenir des renseignements sur le Parcours APRI à Sciences Po Bordeaux :

Responsables du Parcours :

Raul MAGNI BERTON

r.magniberton@sciencespobordeaux.fr • +33 (0)5 56 84 42 75

Nathalie BERNY

n.berny@sciencespobordeaux.fr • +33 (0)5 56 84 42 75

Secrétariat du Parcours

Stella PAGOLA

s.pagola@sciencespobordeaux.fr • +33 (0)5 56 84 41 96



Un débat tout feu tout flamme

Un an après les émeutes des banlieues, la dernière Rencontre Sciences Po / Sud Ouest de décembre 2006 a démontré combien la question des cités et du communautarisme était sensible...

Il est commun de dire que les absents ont toujours tort, c'est dommage surtout quand l'absence est indépendante de la volonté et des engagements pris. Ce fut le cas de Fadela Amara, présidente de l'association « Ni putes, ni soumises » et de Manuel Valls, député-maire d'Evry (PS) qui n'ont pas participé, mi-décembre, à la dernière rencontre Sciences Po / Sud Ouest sur le thème « *La ville brûle t-elle ?* ». Si la première a été

Le droit à la parole

Le débat avait pourtant débuté dans le calme et le consensus, à quelques nuances près. Les participants, au rang desquels il faut ajouter Jacques de Maillard, professeur de science politique à l'Université de Rouen, spécialiste de la politique de la ville, diplômé de Sciences Po Bordeaux (1993) et Mustapha Yildiz, chef



tour de guet idéologique qui n'avait rien d'une Tour de Babel, sous les huées et les applaudissements d'un public électrique. Les propos bienveillants et distancés de l'analyste Jacques de Maillard n'auront pas suffi pas à remettre l'assemblée sur la voie du dialogue et de la raison.

Cette tension à fleur de peau traduit notre malaise récurrent face à ces questions de société, qui font inexorablement le jeu du populisme. A moins de 6 mois des élections présidentielles, 26 % des Français partagent les opinions⁽²⁾ de Jean-Marie Le Pen. ■



Une table-ronde chaude et vivante

remplacée au pied levé et avec talent par Djamilla Alla-Belkhyate, l'active responsable du comité de Bordeaux, la défection du second s'est fait sentir. On aurait aimé apprécier les divergences (mais aussi les éventuelles convergences) entre l'élue de gauche et Xavier Lemoine, maire UMP de Montfermeil. Ce dernier, réputé pour ses prises de position tranchées et controversées en matière de sécurité⁽¹⁾, a une nouvelle fois déchaîné les passions. On reconnaîtra à l'homme politique le courage de ses opinions [vilipendées par ses opposants] et de ses actes [critiqués par son électorat]. Il s'est ainsi battu pour la construction d'une mosquée sur le territoire de la communauté de communes dont il est président, et il milite pour le retour de la police de proximité, s'opposant sur ce point à Nicolas Sarkozy.

d'entreprise de Cenon, lauréat national du Grand Prix *Talent des Cités*, ont dressé, dans un premier temps, les constats de la crise. Les commentaires des uns et des autres donnaient à réfléchir, sur la part de responsabilité des médias télévisés dans la montée en puissance des événements, l'absence de dimension politique ou religieuse des émeutiers, les dangers de l'intégrisme, les violences faites aux jeunes femmes des cités, l'importance du travail préventif des associations ou le sentiment de rejet de populations enfermées dans des ghettos urbains, sociologiques, économiques et communautaires... Mais le torchon a brûlé dès lors que l'analyse des causes a glissé sur le terrain des origines ethniques des populations concernées. Le discours s'est alors embrasé, chaque camp s'enfermant dans sa

⁽¹⁾ : Xavier Lemoine a interdit en avril dernier, par arrêté municipal, à tous les mineurs de 15 à 18 ans de « circuler à plus de trois » dans une partie du centre-ville de sa commune, de jour comme de nuit, pendant une période provisoire. Il a également tenté d'interdire la libre circulation des jeunes de moins de 16 ans non accompagnés d'un majeur. Ces décisions, prises après les émeutes de fin 2005, ont finalement été suspendues par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, considérant que ces deux arrêtés portaient une atteinte trop importante aux libertés fondamentales.

⁽²⁾ : 26 % des Français se disent « plutôt » ou « tout à fait » d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen, en hausse de deux points par rapport à décembre 2005, selon l'enquête annuelle sur l'image du Front national, réalisée par TNS Sofres pour *Le Monde* et RTL.

Les Rencontres de 2007

Voici les quatre rendez-vous prévus dans le cadre des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest. Notez-les d'ores et déjà sur votre agenda 2007 :

Jeudi 8 février 2007 17h-19h : Grand oral de Bartabas, directeur artistique au théâtre équestre Zingaro. De cet homme, on peut dire qu'il est le meilleur ami du cheval : ses spectacles équestres ont fait le tour du monde. Bartabas, c'est tout à la fois : l'art, la grâce, la force, l'intelligence et la beauté.

Jeudi 8 mars 17h-19h : Face à face autour de la question « Moyen-Orient : guerre permanente ou paix probable ? ». Tête-à-tête entre Hind Khoury, déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France et Elie Barvani, professeur d'université, ancien Ambassadeur d'Israël en France.

Jeudi 29 mars 9h-20h : Rencontre délocalisée en Lot et Garonne : « La cuisine est-elle sans limites ? ». Un bien beau "banquet" en guise de fin d'année avec Thierry Marx, chef étoilé à Pauillac, Michel Trama, chef étoilé de Puymirrol et Fabrice Biasolo, autre jeune talent en terre agenaïse.

Jeudi 12 avril 17h - 19h : Grand Oral de Marcel Gauchet, intellectuel et philosophe. Marcel Gauchet revisitera la démocratie, la place du religieux, le rôle du politique... Vaste programme ! ■

Adios ¡ amigo !

Coordinateur du service public de la bibliothèque centrale et la bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux, Thomas Ibañez quitte son poste en janvier 2007 pour rejoindre l'Université Michel-de-Montaigne - Bordeaux 3, suite à une promotion. Ce fonctionnaire, mu par un insatiable esprit de service public, a milité pour démocratiser l'accès aux livres dans l'établissement.

On devrait toujours savoir d'où viennent les gens. Cela permettrait de mieux comprendre ce qu'ils sont et ce qu'ils font. Prenez l'exemple de Thomas Ibañez, assistant des bibliothèques de Sciences Po Bordeaux, qui a quitté le Chili de feu le dictateur Pinochet à l'âge de 12 ans. Son père, membre du Parti communiste chilien, a été sommé de choisir entre l'exil ou la prison. Premier virage d'une vie sinueuse. « *Mon pays d'origine, c'est plus que le Chili, c'est surtout le gouvernement de Salvador Allende* » précise le bibliothécaire, pétri d'idéal. « *Je suis admiratif devant ceux qui ont lutté, en prenant des risques. Je ne retrouve pas cette flamme dans la France aujourd'hui, peut-être parce qu'il est difficile d'éveiller une conscience politique quand on a tout* ». Une formule que l'intéressé s'applique à lui-même, reconnaissant « *qu'il est aujourd'hui le premier à profiter du système et qu'il n'a de leçon à donner à personne* ». Derrière la bonhomie du personnage, couve cependant l'esprit révolutionnaire d'un gringo qui n'a pas sa langue dans sa poche. « *Ma sœur me dit que j'ai un sale caractère* »...

Un bibliothécaire à la page

Thomas Ibañez aurait du devenir agronome. Son engagement comme objeteur de conscience, en lieu et place du service militaire, en a décidé autrement. « *J'ai été nommé à la bibliothèque publique de Bordeaux 1 et j'ai aimé cet univers, notamment pour ses rencontres avec les lecteurs* ». Il décide de changer de vie. Il passe avec succès un concours

de la Fonction publique et débute sa carrière professionnelle à la Bibliothèque nationale, où il passe des statues allégoriques de la Bibliothèque Richelieu rue du Louvre aux tours de verre de la Bibliothèque François-Mitterrand à Tolbiac. Il reviendra travailler sur Bordeaux en 1998 à la bibliothèque des Sciences et Techniques de Bordeaux avant d'obtenir un poste à Sciences Po Bordeaux, en janvier 2002. « *Mon idée a été de proposer ici des bonnes pratiques observées ailleurs, et non pas de me laisser plomber par le poids des habitudes* ». L'un de ses chevaux de bataille a porté sur l'élargissement de l'amplitude des horaires d'ouverture des bibliothèques de l'Institut. « *Lors de mon arrivée, il suffisait qu'un collègue soit en congés pour que l'accès aux livres s'interrompe. Étonnamment, tout le monde trouvait cela normal. Depuis septembre 2002, on a fait en sorte que le service rendu aux usagers soit constant, de 9 h à 19 h tous les jours du lundi au vendredi, avec seulement quatre semaines de fermeture dans l'année. Maintenant, les gens manifestent quand les portes des bibliothèques de Sciences Po sont closes. Cela me semble plus sain* »...

Une haute estime du service au public

Animateur socioculturel pendant ses études, Thomas Ibañez prône le contact avec les usagers. « *Faire face aux lecteurs, c'est le meilleur moyen de se remettre en cause et de progresser* » estime-t-il. Un rapport à l'autre qui l'a amené à demander,



Thomas Ibañez

à l'occasion des travaux importants effectués à la bibliothèque de disposer d'un bureau vitré, avec une porte qu'il laisse toujours ouverte aux visiteurs. Il plébiscite enfin l'accroissement des livres en accès libre, une orientation prise par le service des bibliothèques et l'Institut, notamment pour mettre la richesse des fonds documentaires de l'établissement à la portée de tous. Une volonté d'en faire plus, qui ne s'accompagne pas du discours habituel sur le manque d'effectif. « *J'estime, avec 15 salariés au total, qu'il y a assez de personnel pour faire tourner nos bibliothèques et leur service de documentation, quitte à travailler un peu plus chacun pour pallier l'absence de collaborateurs, on est tous dans le même bateau, tous services confondus* ». Un discours qui n'est pas forcément du goût de tous. « *Il y a dans cette maison beaucoup de gens qui travaillent plus qu'il ne devrait théoriquement le faire, et qui n'en font pas des tartines* » rétorque Thomas Ibañez. Ce dernier a une haute estime de la fonction publique, tant par tradition familiale que par

conviction personnelle. Il apprécie ainsi la disponibilité de certains de ces collègues, comme Stéphane Joullia, Zouhir Bentarzi ou Karine Jenart, ou encore l'implication de « *moniteurs* », c'est-à-dire des étudiants de Troisième cycle de Sciences Po Bordeaux qui travaillent 17 h à 19 h contre une modeste rémunération. « *Une initiative qui permet à des thésards de gagner un peu d'argent et d'avoir une activité en liaison avec leurs travaux de recherche* ». Le bibliothécaire regrette de n'avoir pas été au bout d'autres pistes de progrès, comme l'instauration de liens plus étroits avec les enseignants et les documentalistes en lien avec l'attente des étudiants. « *J'ai peut-être agacé certaines personnes par mes idéaux, mais j'ai toujours cherché à me mettre à la place des usagers de nos bibliothèques, des gens intéressants et ouverts. Je tiens, en guise d'au revoir, à les saluer chaleureusement* ».

« *Hasta siempre compañero* » ! Reviens quand tu veux, tu es chez toi à Sciences Po Bordeaux... ■

Benoist Simmat :

Ségo dans le texte... où presque !

Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1995, Benoist Simmat, journaliste, a co-rédigé l'ouvrage "Ségolène Royal la dame aux deux visages"*

EXTENSION[S] : Votre livre est « sans concession ». Avec le recul, avez-vous le sentiment d'avoir simplement "rendu compte" ou d'avoir cherché à "dénoncer" un "système Royal" ?

B. SIMMAT : Rendre compte est la définition même du métier de journaliste. Les informations de ce livre permettent aux lecteurs de se faire une idée assez précise d'un personnage politique et de son fonctionnement. C'est donc aussi une forme de dénonciation, dans le sens critique du terme. Mais attention : le premier système que nous dénonçons est celui d'une figure fabriquée par les médias, même si Ségolène Royal elle-même surfe habilement sur cette omnipotence médiatique. 2006 a été l'année où l'on a présenté Royal comme une figure neuve en politique, une rénovatrice du PS, une autre gauche... C'est vrai, mais ce n'est pas seulement ça. Royal est aussi une « éléphant » du PS n'ayant jamais particulièrement brillé, ni par ses idées, ni par ses réalisations, encore moins par ses méthodes, unanimement dénoncées, à droite et surtout à gauche. La réalité, c'est que Royal a toujours évolué en marge du PS. Maintenant, c'est aussi quelqu'un qui a entamé une vraie réflexion sur la crise de la démocratie participative. Et qui propose des solutions radicalement nouvelles.

EXT[S] : A-t-il été difficile de « faire parler de » Ségolène Royal ? Comment avez-vous travaillé ?

BS : Il est difficile de faire parler de Ségolène Royal à double titre. D'abord, elle a mauvaise réputation en région, pour nombre d'élus, de fonctionnaires, d'acteurs de la vie économique. Leurs jugements sont donc en partie orientés, ulcérés qu'ils sont de voir la présidente de région érigée en recours de la gauche française, incarnant un sang neuf sur la scène politique alors que, eux, la subissent depuis plus de quinze années sur le terrain, même si ce n'est que depuis deux ans en qualité de présidente du Conseil régional. Ensuite, c'est un personnage beaucoup plus complexe qu'elle

n'en a l'air. En réalité, elle est très discrète sur ses valeurs, ses idées, ses ressorts, ce qui, parallèlement, ne l'a pas empêché très jeune de mettre sa vie de mère de famille en scène. Originaire de Poitou-Charentes, je me suis chargé de l'investigation en région, et aussi d'une enquête sur la famille de Ségolène Royal, dont personne n'avait réellement entendu parler avant ce livre. Aymeric Mantoux, déjà auteur de trois livres politiques, bon connaisseur des grands partis, s'est chargé du travail sur le Parti Socialiste, sur les années Mitterrand et Jospin.

EXT[S] : Comment expliquez-vous qu'aucun journaliste de télévision n'égrotte Ségolène Royal sur la base des informations que vous donnez ? Est-ce cela le "politiquement correct" ?

BS : Le problème avec « Ségo » est le même qu'avec « Sarko » : ce sont deux authentiques obsédés de la chose publique. Ils travaillent pour parvenir au pouvoir et imposer leur vision de la cité. Et ne se sont pas laissés prendre au jeu des malversations. Ce n'est sans doute pas demain qu'on sortira une « affaire » sur eux. Seules leurs pratiques de pouvoir et leurs valeurs éclairent les personnages. Concernant Royal, tout se passe en Poitou, et cela intéresse peu la presse parisienne. Il est par ailleurs difficile d'égrotter deux « clients » qui font vendre. Les médias nationaux ont déjà adoré le duo Ségo-

Sarko et cela va forcément continuer, au mépris des autres candidats, d'ailleurs. Ce « politiquement correct » est dans la contingence de la présentation de l'image des deux principaux candidats.

EXT[S] : On imagine que le même livre aurait pu être écrit sur Nicolas Sarkozy. En montrant « l'égo » démesuré de ces personnages et leur quête de pouvoir où il semble que la fin justifie les moyens, est-ce que vous n'accréditez pas la thèse (pour le coup "populiste") du "tous pourris" ?

BS : Une remarque d'abord : en politique ce n'est pas une nouveauté que la fin justifie les moyens... Cela me semble avoir été fort bien noté par Machiavel il y a plus de cinq siècles... Concernant Royal, nous démontrons surtout que, finalement, elle est comme les autres : autoritaire, démagogique, jalouse de ses prérogatives, insensible à la critique... et aussi d'un engagement total, d'une passion pour la politique qui n'est pas feinte et d'une probité assez poussée. C'est une « pro » de la politique, entrée dans le métier depuis bien longtemps, et dont les propositions n'ont jamais vraiment fait recette, ni localement, ni encore moins au PS. C'est donc l'inverse de la dame en veste blanche immaculée qui a émergé sur la scène médiatique. Ce qui est passionnant dans son cas c'est comment elle est parvenue à mettre en scène cette



« fraîcheur ». On retiendra en fait que Royal, qui a beaucoup contribué à désacraliser la politique (en mettant autrefois en scène son accouchement alors qu'elle était ministre par exemple), est un pur produit de cette désacralisation de la politique... C'est un des paradoxes de la Dame... et il y en a de nombreux autres. ■

*MANTOUX (Aymeric) – SIMMAT (Benoist), « Ségolène Royal, la dame aux deux visages », Paris, Édition l'Archipel, 310 p., 17,95 €.

Benoist Simmat

Au sortir de Sciences Po Bordeaux en 1995, Benoist Simmat a intégré l'École de Journalisme de Lille (ESJ) puis obtenu un DEA de Science politique à la Sorbonne, tout en collaborant au *Nouvel Economiste*. Après un passage d'un an au quotidien boursier l'Agefi, il est intégré depuis l'an 2000 au *Journal du Dimanche* au Service économique. ■



Directeur de la publication : Robert LAFORE
Comité de lecture :

Robert LAFORE, Didier CHABAULT, Jean PETAUX

Coordination : Jean PETAUX

Rédaction en chef :

Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »

Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »

Maquette : Thierry PIERS, « Microclimat »

Mise en page : Jean-Thierry DINH

Photos : Laurent WANGERMEZ

Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac

N°ISSN : 1635-3102



SCIENCES PO BORDEAUX

11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX

Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37

www.sciencespobordeaux.fr

j.petiaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945,
portant création des Instituts d'Etudes Politiques.